

Note régionale sur le financement climatique : Petits Etats insulaires en développement

Charlene Watson, ODI, Liane Schalatek, HBS,
and Aurélien Evéquoz

Fondamentaux
du financement
climatique

12

FÉVRIER 2022

A lors que les petits États insulaires en développement (PEID) ne portent quasiment aucune responsabilité dans le changement climatique, leurs profils géographiques, socio-économiques et climatiques les rendent particulièrement vulnérables à ses impacts. Répartis dans trois régions, les 40 pays des PEID ont approuvé 437 projets pour un montant total de 2,3 milliards US\$ provenant de fonds multilatéraux pour le climat entre 2003 et 2021.¹ Bien que le financement approuvé pour les PEID ait considérablement augmenté ces dernières années, il ne répond qu'à une petite partie des besoins réels. Le Fonds vert pour le climat (FVC) depuis 2015 est le plus gros contributeur pour les PEID. En 2021, 150 millions US\$ ont été approuvés pour des projets dans les PEID. Un totale de 82% de ce montant est programmé par le FVC, qui représente également les 12 plus grands projets dans les PEID. Il est essentiel d'intensifier davantage le financement de l'adaptation et de l'atténuation au changement climatique dans les PEID - à la fois afin de lutter contre la vulnérabilité des habitants de ces pays en rendant les secteurs de l'agriculture, de la biodiversité et des infrastructures plus résilients aux impacts climatiques, et pour éloigner leurs bouquets énergétiques des combustibles fossiles.

Introduction

Les 38 États membres des Nations Unies (ONU) classés comme PEID (qui représentent ensemble environ 1% de la population mondiale) forment un groupe distinct de pays en développement. En outre, il y a 20 membres non-ONU ou membres associés de commissions régionales considérées comme des PEID, dont deux (les îles Cook et Niue) sont membres de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et sont donc éligibles pour recevoir un financement climatique conformément à la convention climatique.² Les PEID ont tendance à partager un certain nombre de défis, y compris la capacité limitée à augmenter les ressources nationales, des coûts élevés de l'énergie et des transports. Bien qu'il existe une diversité spatiale et saisonnière des impacts du changement climatique, une forte vulnérabilité à la variabilité climatique, aux tempêtes, à l'acidification des océans et à l'élévation du niveau de la mer est commune à tous les PEID (GIEC, 2021). Les mesures d'adaptation sont essentielles dans la plupart des PEID dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, des environnements côtiers, de la biodiversité, des ressources en eau, des établissements humains et des infrastructures ainsi que de la santé (CCNUCC, 2005 ; UN-OHRLLS, 2017).

Répartis sur trois régions - le Pacifique, les Caraïbes et l'Atlantique, l'océan Indien et la mer de Chine du Sud (AIS)

– les PEID présentent une grande variété de contextes. Les différences géographiques et les contextes socio-économiques influencent les profils de vulnérabilité aux changements climatiques des PEID. Par exemple, seulement 1,8% des terres émergées de la Papouasie-Nouvelle-Guinée se situent à moins de cinq mètres au-dessus du niveau de la mer, tandis que 100% des Maldives et de Tuvalu se trouvent à moins de cinq mètres, ce qui rend ces pays extrêmement vulnérables aux inondations et à l'élévation du niveau de la mer (UN-OHRLLS, 2013).

La plupart des PEID sont des pays à revenu intermédiaire, mais leurs économies sont souvent de petite taille et le revenu national brut (RNB) est très variable. Neuf des PEID sont classés comme des pays les moins développés (PMA). Les profils d'émissions varient aussi entre ces pays, bien que la plupart produisent des émissions relativement faibles. En 2012, les PEID combinés représentaient à peine 1% des émissions mondiales de dioxyde de carbone (USEIA, 2012). Cependant, de nombreux PEID sont fortement tributaires des importations de combustibles fossiles pour l'énergie et une transition vers des sources d'énergie durables doit continuer à être une priorité.

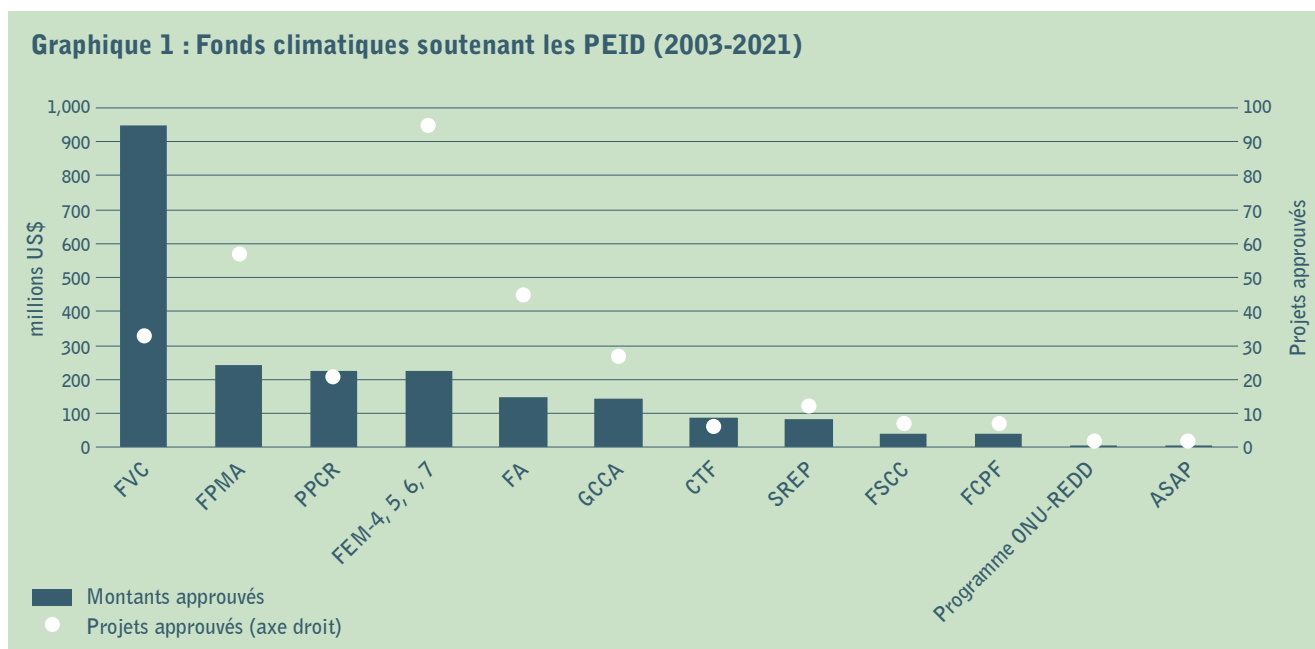
Origine des financements

Douze fonds multilatéraux pour le climat sont actifs dans les PEID (Figure 1 et Tableau 1). Un total de 2,3 milliards US\$ a été approuvé pour 437 projets entre 2003 et 2021.

Tableau 1 : Fonds climatiques soutenant les PEID (2003-2021, millions US\$)

Fonds et initiatives	Montants approuvés	Projets approuvés
Fonds vert pour le climat (FVC-IRM, FVC-1)	950	33
Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA)	242	57
Pilot Program for Climate Resilience (Programme pilote pour la résilience climatique, PPCR)	224,6	21
Fonds pour l'environnement mondial (FEM-4, 5, 6, 7)	223	95
Fonds d'adaptation (FA)	145,6	45
Global Climate Change Alliance (Alliance mondiale pour le changement climatique, GCCA)	144,4	27
Clean Technology Fund (fonds pour les technologies propres, CTF)	89,2	6
Scaling Up Renewable Energy Program in Low Income Countries (Programme de valorisation des énergies renouvelables, SREP)	82,2	12
Fonds spécial pour le changement climatique (FSCC)	41,9	7
Forest Carbon Partnership Facility (Fonds de partenariat pour le carbone forestier, FCPF)	40,9	7
UN-REDD Programme (Programme ONU-REDD)	6,9	2
Adaptation for Smallholder Agriculture Programme (Programme d'adaptation pour la petite agriculture, ASAP)	5,1	2

Graphique 1 : Fonds climatiques soutenant les PEID (2003-2021)



En 2021, le plus grand contributeur financier a été le FVC, qui a approuvé au total 950 millions US\$ pour les PEID depuis 2015. Assez loin derrière, en tant que deuxième contributeur, se trouve le Fonds pour les pays les moins avancés (LDCF), qui a approuvé 242 millions US\$, suivi du Programme pilote pour la résilience climatique (PPCR), qui a approuvé 225 millions US\$ pour les PEID. Les 33 projets du FVC représentent 42% du financement des PEID. En outre, le FVC soutient 123 programmes de préparation dans les PEID pour un montant de 72 millions US\$. L'importance croissante du FVC en tant que plus grande source de financement multilatéral pour les PEID se consolide grâce à un cadre d'allocation qui engage 50% de ses ressources pour l'adaptation et au moins la moitié pour soutenir les PMA, les PEID et les États africains. Cela devrait garantir un soutien financier disproportionné du FVC aux PEID à l'avenir.

Les subventions constituent la majorité du financement climatique dans les PEID et resteront importantes, en particulier pour les actions d'adaptation. À ce jour, plus des trois quarts des financements climatiques des PEID

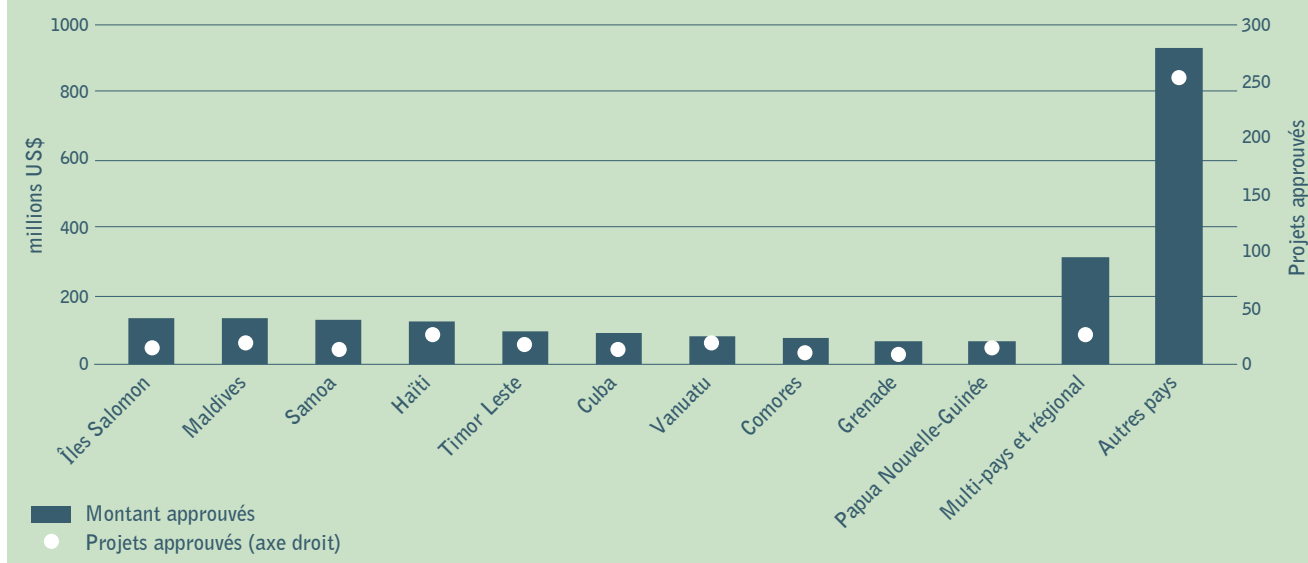
provenant des fonds multilatéraux pour le climat reposent sur des subventions (87%), les prêts concessionnels et les garanties représentant une proportion beaucoup plus faible du total (13%).

Le financement climatique bilatéral est également destiné aux PEID. Ce financement climatique complète les flux de fonds climatiques multilatéraux. Cela comprend les fonds climatiques bilatéraux de l'Allemagne, de la Norvège et de l'Australie, qui sont actifs dans la région.³ Cependant, les fonds bilatéraux ne sont pas suivis par Climate Funds Update (CFU), compte tenu de leur manque relatif d'informations détaillées disponibles de manière transparente sur les activités et les dépenses en cours.

Destinataires des fonds

La région du Pacifique détient le plus grand montant de financements climatiques approuvés provenant de fonds multilatéraux pour le climat (1 milliard US\$, soit 44%). Les PEID des Caraïbes ont des approbations de projets totalisant 822 millions US\$ (36%), tandis que les PEID AIS

Graphique 2 : Les dix pays bénéficiaires par montants approuvés (2003-2021)



ont 439 millions US\$ (19%) en approbations de projets. Les approbations pour les régions PEID sont dominées par le financement de l'adaptation. Les PEID des Caraïbes et du Pacifique bénéficient également du financement REDD+ (réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, conservation et gestion durable des forêts et renforcement des stocks de carbone forestier), avec respectivement 3% et 4% pour cet objectif.

Les Îles Salomon ont reçu le financement le plus important de tous les PEID, avec 138 millions US\$ approuvés pour des activités de projet, suivis de près par les Maldives avec 137 millions US\$. Le soutien aux Îles Salomon provient en grande partie du financement du FVC (avec 87 millions US\$ d'approbations du FVC). Plus de 50% des contributions aux Maldives proviennent du FVC et du Programme de développement des énergies renouvelables dans les pays à faible revenu (SREP) avec respectivement 49 millions US\$ et 24 millions US\$.

Type de projets financés

Un total de 1281 millions US\$, soit 57% du financement climatique dans les PEID, contribue aux efforts d'adaptation (tableau 2 et figure 3). Sur les financements restants, 20% contribuent à des projets multi-axes, 20% à des projets d'atténuation et 3% à des projets REDD+.

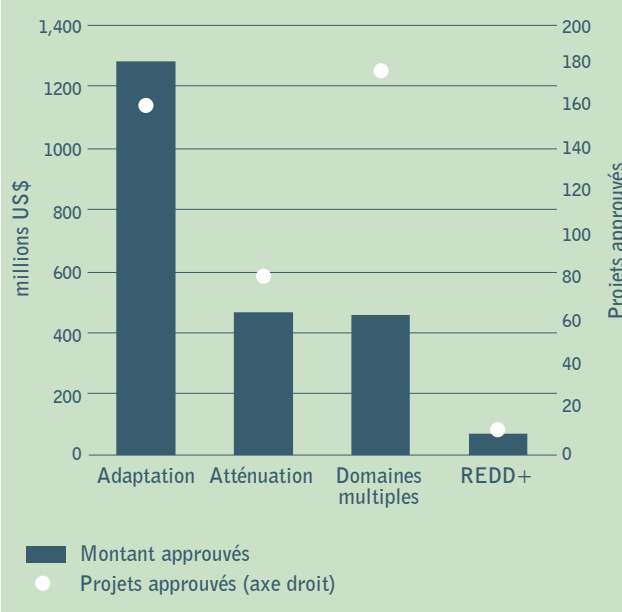
L'accent mis sur le financement de l'adaptation est cohérent avec les besoins d'adaptation élevés des PEID.

En 2021, 36 projets dans les PEID ont été approuvés pour un total de 150 millions US\$. Cela comprend des projets du Fonds pour l'adaptation (AF) (2), du Fonds pour l'environnement mondial (FEM-7) (5), du FVC (6 projets et 18 programmes de préparation), du LDCF (2), du PPCR (1), du CTF (1) et SREP (1). La majorité des projets complets étaient axés sur l'adaptation et le financement est exclusivement basé sur des subventions. Les six projets approuvés par le FVC sont les plus grands projets de PEID en 2021, notamment le soutien à la gestion côtière aux Maldives (25,1 millions US\$), la promotion de l'adaptation basée sur les écosystèmes à Cuba (23,9 millions US\$), l'amélioration des systèmes d'alerte précoce au Timor-

Tableau 2 : Fonds approuvés suivant les thématiques (2003-2021)

Thématique	Montants approuvés (millions US\$)	Projets approuvés
Adaptation	1280,6	163
Atténuation	463,3	83
Domaines multiples	456,4	179
REDD+ (réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts, conservation des forêts, gestion durable des forêts et renforcement des stocks de carbone forestier)	67,5	12

Graphique 3 : Fonds approuvés suivant les thématiques (2003-2021)



Encadré 1 : Financements climatiques dans les pays les moins développés des petits États insulaires

Neuf des PEID sont des PMA : Comores, Guinée-Bissau, Haïti, Kiribati, São Tomé et Príncipe, Îles Salomon, Timor-Leste, Tuvalu et Vanuatu. À ce jour, 753 millions US\$ de financement climatique provenant de fonds multilatéraux pour le climat ont été approuvés pour des activités de projet dans ces pays, ce qui représente 33% du financement total des PEID. Plus d'un tiers du financement des PEID PMA provient du FVC (40%), dont 28% du LDCF. Le financement sous forme de dons, d'un montant total de 654 millions US\$ (soit 87%), est particulièrement important pour les PMA, car l'augmentation de la dette peut rendre les pays plus exposés aux chocs macroéconomiques. Plus de la moitié des financements climatiques dans les PEID PMA sont consacrés à des projets d'adaptation. Sept des PEID PMA sont également qualifiés d'États fragiles ou touchés par un conflit, aggravant ainsi leur vulnérabilité aux effets sociaux, économiques et environnementaux du changement climatique.

Leste (21 millions US\$) et deux programmes axés sur l'amélioration de la capacité d'adaptation locale et de la sécurité alimentaire et hydrique en Micronésie (pour un total de 25,2 millions US\$). D'autres projets en 2021 ont vu le LDCF approuver deux programmes de renforcement de la résilience de l'approvisionnement en eau à Kiribati et aux Îles Salomon (4,6 millions US\$ chacun) et un projet d'énergie renouvelable à Kiribati approuvé par le SREP (3,7 millions US\$).

Notes

- 1) Antigua-et-Barbuda, 2) Bahamas, 3) Bahreïn; 4) Barbade; 5) Belize; 6) Cap Vert, 7) Comores *; 8) Îles Cook, 9) Cuba, 10) Dominique; 11) République Dominicaine, 12) Fidji, 13) Grenade, 14) Guinée-Bissau * 15) Guyane; 16) Haïti * 17) Jamaïque; 18) Kiribati *; 19) Maldives; 20) Îles Marshall; 21) États fédérés de Micronésie, 22) Maurice; 23) Nauru; 24) Niue; 25) Palau; 26) Papouasie-Nouvelle-Guinée; 27) Samoa; 28) São Tomé et Príncipe *; 29) Singapour; 30) Saint-Kitts-et-Nevis; 31) Sainte-Lucie; 32) Saint-Vincent-et-les Grenadines, 33) Seychelles, 34) Îles Salomon *; 35) Suriname; 36) Timor-Leste *; 37) Tonga; 38) Trinité-et-Tobago; 39) Tuvalu *; 40) Vanuatu *. Les PMA sont désignés par *.
2. Pour la liste des PEID et leur catégorisation régionale voir ces deux liens : <https://www.un.org/ohrlls/content/list-sids> et <https://sustainabledevelopment.un.org/topics/sids/list>.
3. En 2014, la dernière année où CFU a pu suivre les fonds climatiques bilatéraux, les flux bilatéraux cumulés vers les PEID depuis 2008 comprenaient 28 millions US\$ de l'Internationale Klimaschutzinitiative (IKI, initiative internationale sur le climat) de l'Allemagne, 66 millions US\$ de l'Initiative internationale sur le climat et les forêts de la Norvège (NICFI) et 3 millions US\$ de l'International Forest Carbon Initiative (IFCI) d'Australie.

Références et lectures complémentaires

Climate Funds Update: www.climatefundsupdate.org

IPCC (2021) Regional Fact Sheet – Small Islands. In: Masson-Delmotte, V., P. Zhai, A. Pirani, S.L. Connors, C. Péan, S. Berger, N. Caud, Y. Chen, L. Goldfarb, M.I. Gomis, M. Huang, K. Leitzell, E. Lonnoy, J.B.R. Matthews, T.K. Maycock, T. Waterfield, O. Yelekçi, R. Yu, and B. Zhou (eds.) Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Geneva: World Meteorological Organization. https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/factsheets/IPCC_AR6_WGI_Regional_Fact_Sheet_Small_Islands.pdf

UN-OHRLLS (2013) Small Island Developing States factsheet. United Nations Office of the High Representative for the Least Developed Countries, Landlocked Developing Countries and Small Island Developing States. <http://unohrlls.org/custom-content/uploads/2013/09/Small-Island-Developing-States-Factsheet-2013-.pdf>

UN-OHRLLS (2017) Small Island Developing States in numbers. Updated climate change edition 2017. United Nations Office of the High Representative for the Least Developed Countries, Landlocked Developing Countries and Small Island Developing States. http://unohrlls.org/custom-content/uploads/2017/09/SIDS-In-Numbers_Updated-Climate-Change-Edition-2017.pdf

UN DESA (2012) World economic situation and prospects. New York: United Nations Department of Economic and Social Affairs. http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/wesp_current/2012country_class.pdf

UNFCCC (2005) Climate change: Small Island Developing States. Bonn: United Nations Framework Convention on Climate Change Secretariat. https://unfccc.int/resource/docs/publications/cc_sids.pdf

USEIA (2012) International energy statistics. Washington, DC: United States Energy Information Administration. <http://www.eia.gov/cfapps/ipdbproject/iedindex3.cfm?tid=90&pid=44&aid=8>

World Bank (2011) CO2 emissions (metric tons per capita). Washington, DC: World Bank. http://data.worldbank.org/indicator/EN.ATM.CO2E.PC?order=wbapi_data_value_2011+wbapi_data_value+wbapi_data_value-last&sort=asc

Les Fondamentaux du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur www.climatefundsupdate.org

© ODI et HBS 2022.
CC BY-NC 4.0.